

La fabrique des lilas

« Alternatives concrètes et stratégie politique : peut-on articuler expériences alternatives et organisations politiques ? »

23 novembre 2016

1. *Manifeste inaugural de l'Association Internationale des Travailleurs*, Friedrich Engels et Karl Marx

(extrait de <https://www.marxists.org/francais/ait/1864/09/18640928.htm>)

(...) Mais il était réservé à l'économie politique du travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique de la propriété. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain, dans la joie et le bon vouloir. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif ; les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs bien intentionnés, des hâbleurs-philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclorre, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste. Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rembarra les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais présenté pendant la dernière session. « La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une chambre de propriétaires fonciers ! »

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède: il a le nombre; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous

a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale. (...)

2. A nos amis, Comité invisible

(La Fabrique, 2014, p. 233-236)

La difficulté suivante qui se pose à nous est celle-ci : construire une force qui ne soit pas une organisation ? La aussi, depuis un siècle que l'on se querelle sur le thème « spontanéité ou organisation », il faut bien que la question ait été mal posée pour n'avoir jamais trouvé de réponse valable. Ce faux problème repose sur une cécité, sur une incapacité à percevoir les formes d'organisation que recèle de manière sous-jacente tout ce que l'on dit « spontané ». Toute vie, a fortiori toute vie commune, secrète d'elle-même des façons d'être, de parler, de produire, de s'aimer, de lutte, des régularités, donc, des habitudes, un langage – des formes. Seulement, nous avons appris à ne pas voir de formes dans ce qui vit. Une forme, pour nous, , c'est une statue, une structure ou un squelette, en aucun cas un être qui se meut, qui mange, quid anse, qui chante et s'émeute. Les véritables formes sont immanentes à la vie et ne se saisissent qu'en mouvement. Un camarade égyptien nous racontait : « Jamais le Caire n'a été aussi vivant que durant la première place Tahrir. Puisque plus rien ne fonctionnait, chacun prenait soin de ce qui l'entourait. Les gens se chargeaient des ordures, balayaient eux-mêmes le trottoir et parfois même le repeignaient, dessinaient des fresques sur les murs, se souciaient les uns des autres. Même la circulation était devenue miraculeusement fluide, depuis qu'il n'y avait plus d'agents de circulation. Ce dont nous nous sommes soudains rendu compte, c'est que nous avons été expropriés des gestes les plus simples, ceux qui font que la ville est à nous et que nous lui appartenons. Place Tahrir, les gens arrivaient et spontanément se demandaient à quoi ils pouvaient aider, ils allaient à la cuisine, brancardaient les blessés, préparaient des banderoles, des boucliers, des lance-pierres, discutaient, inventaient des chansons. On s'est tendus compte que l'organisation étatique était en fait la désorganisation maximale, parce qu'elle reposait sur la négation de la faculté humaine de s'organiser. Place Tahrir, personne ne donnait d'ordre. Evidemment que si quelqu'un s'était mis en tête d'organiser tout cela, ce serait immédiatement devenu le chaos. ». On se souvient de la fameuse lettre de Courbet durant la Commune : « Paris est un vrai paradis, point de police, point de sottises, point d'exaction d'aucune façon, point de disputes. Paris va tout seul comme sur des roulettes, il faudrait pouvoir rester toujours comme cela. En un mot, c'est un vrai ravissement. ». Des collectivisations en Aragan en 1936 aux occupations de places ces dernières années, les témoignages du même ravissement sont une constante de l'Histoire : la guerre de tous contre tous n'est pas ce qui vient quand l'Etat n'est plus là, mais ce qu'il organise savamment tant qu'il existe.

Pour autant, reconnaître les formes qu'engendre spontanément la vie ne signifie en rien que l'on pourrait s'en remettre à quelque spontanéité pour ce qui est de maintenir, de faire croître ces formes, d'opérer les nécessaires métamorphoses. Cela requiert au contraire une attention et une discipline constantes. Non pas l'attention réactive, cybernétique, instantanée, commune aux activistes et à l'avant-garde du management, qui ne jure que par le réseau, la fluidité, le feed-back et l'horizontalité, qui gère tout sans rien comprendre, depuis le dehors. Non pas la discipline extérieure, sourdement militaire, des vieilles organisations issues du mouvement ouvrier, qui sont d'ailleurs presque partout devenues des appendices de l'Etat. L'attention et la discipline dont nous parlons s'appliquent à la puissance, à son état et à son accroissement. Elles guettent les signes de ce qui

l'entame, devinent ce qui la fait grandir. Elles ne confondent jamais ce qui relève du laisser-être et ce qui relève du laisser-aller – cette plaie des communes. Elles veillent à ce que l'on ne mélange pas tout au prétexte de tout partager. Elles ne sont pas l'apanage de certains, mais le titre à l'initiative de tous. Elles sont à la fois la condition et l'objet du partage véritable, et son gage de finesse. Elles sont notre rempart contre la tyrannie de l'informel. Elles sont la texture même de notre parti. En quarante ans de contre-révolution néolibérale, c'est d'abord ce lien entre discipline et joie qui s'est oublié. On le redécouvre à présent : la discipline véritable n'a pas pour objet les signes extérieurs d'organisation, mais le développement intérieur de la puissance »

3. Du parti-état au parti-mouvement, Bruno Della Sudda et Romain Testoris

(extrait de <https://pourelautogestionlereseau.blogspot.fr/2016/10/qu-parti-etat-au-parti-mouvement-par.html>)

La crise de la forme-parti est un élément de la crise politique contemporaine. Elle en révèle la profondeur et la complexité. Le discrédit et la désaffection qui frappent les partis politiques sont d'une ampleur sans précédent. Tout ce qui surgit de neuf et qui renouvelle les contestations anti-capitalistes sectorielles ou globales depuis Mai 68 en posant la question d'un projet alternatif de société s'est produit en extériorité des partis politiques, y compris de ceux se réclamant du mouvement ouvrier.

Les réponses que tentent d'apporter ces derniers à la crise de la forme-parti sont dérisoires : abandon de telle notion, nouveau nom donné à telle instance voire au parti lui-même, personnalisation accentuée... Il est vrai que toute leur ambition est de participer à la vie politique telle qu'elle est et aux institutions telles qu'elles sont, sans en remettre en cause les cadres, et de maintenir la cohérence d'un appareil qui prend en charge la représentation des intérêts sociaux légitimant l'existence de ce parti. Pour les autogestionnaires que nous sommes, il s'agit de penser cette crise et non de s'en tenir à l'anecdote ; l'apparition du nouveau est à ce prix.

(...)

Les tâches du présent

La mémoire mise à jour, reste à accomplir les tâches du présent. Ces tâches ne sont plus exactement celles que Marx proposait à l'aile marchante du mouvement ouvrier, appelée communiste, au milieu du XIXe siècle. Il s'agissait alors d'un jeune mouvement ouvrier dispersé dans une nébuleuse de structures très diverses, sans représentation politique significative.

Un siècle et demi d'expérience du mouvement ouvrier et un capitalisme largement renouvelé et mondialisé sont passés par là : prolongement des révolutions industrielles, extraordinaire développement des forces productives avec des effets profondément contradictoires, révolution scientifique et technique, élévation massive du niveau éducatif et culturel des populations au Nord comme au Sud, mais aussi expérience des échecs tragiques des révolutions anticapitalistes du XXe siècle comme des tentatives réformistes, anciennes de couleur rose, et plus récentes de couleur verte, visant à humaniser le capitalisme en prétendant faire l'économie d'une transformation radicale. La crise de la représentation politique et plus profondément de la politique elle-même est aussi le produit de cette histoire tragique et de ces tentatives inabouties. Ce n'est pas la politique comprise comme « chose publique » et comme « les affaires de toutes et de tous » qui est

aujourd'hui rejetée, en particulier dans les milieux populaires, mais la distance grandissante qui s'est instaurée entre la société, ses besoins et ses exigences, d'une part, et d'autre part la représentation « professionnalisée » et le système politique ; le tout sur fond d'absence de perspectives politiques émancipatrices et de projet alternatif consécutives aux échecs de toutes les composantes du mouvement ouvrier, comme de l'écologie politique.. Cette crise renforce également dans les réseaux associatifs et syndicalistes une méfiance tenace vis-à-vis du politique, déjà alimentée par l'héritage négatif d'un siècle qui a vu la grande majorité des partis -petits et grands- du mouvement ouvrier s'efforcer de manipuler associations et syndicats, et y parvenir dans bien des cas. La remarque vaut aussi pour les partis écologistes, historiquement beaucoup plus jeunes et de dimension plus modeste, mais qui ont tenté à leur tour de manipuler par exemple les associations de défense de l'environnement à partir des années 1980. Dans ce dernier cas, l'héritage est moins lourd. Mais le tableau d'ensemble favorise pour nombre de syndicalistes et d'associatifs l'illusion que l'activité politique est superflue et que toute structure politique est à priori suspecte, alors que son caractère généraliste -à la différence des associations et des syndicats dont le champ d'activité est sectoriel- lui donne une fonction de synthèse irremplaçable

C'est donc au présent, et non en prétendant corriger les erreurs du passé, que se joue la définition de la forme-parti. Notre thèse sera qu'il ne faut pas tout abandonner de la forme-parti – la fonction de mémoire, de socialisation et sa vocation d'ancrage populaire demeurent nécessaires – mais qu'il faut la transformer en parti-mouvement. A la fois parti et mouvement, celui-ci sera souple et agile, capable de se dépasser lui-même, ne niant point la spontanéité mais l'aidant à s'organiser elle-même, organisateur permanent de prise de conscience et d'initiative politiques, bannissant toute forme de politique professionnelle et tout pouvoir des directions sur ses membres.

Ce qui est décisif, c'est la fonction politique à assumer. Pour une stratégie autogestionnaire qui ne fait pas de la conquête de l'Etat un préalable, pour qui la participation aux élections n'est pas l'activité principale, il s'agit de favoriser sans attendre toutes les formes d'appropriation sociale et de désaliénation et toutes les capacités à s'organiser, débattre, décider, à développer dans la société civile l'hégémonie des idées et des pratiques autogestionnaires. Quelles sont dans cette perspective les fonctions de la forme-parti ? Il s'agit de porter la mémoire des luttes indispensable à leur pérennité, d'assurer la synthèse entre l'expérience, la pratique et le projet; de socialiser et mettre en cohérence les luttes ; d'organiser l'expression des mouvements sociaux et des mobilisations citoyennes dans les formes politiques générales qui leur évitent de s'émietter en régressions de type catégoriel ou corporatiste; d'intégrer en théorie et en pratique les luttes dans un projet d'émancipation global sans lequel ne seront pas mis en cause sur le fond les déterminations essentielles du capitalisme, projet que les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes ne développent pas spontanément, tout au moins d'un point de vue global et avec une vision d'ensemble. Ce travail de synthèse est d'autant plus crucial à notre époque où reste à réaliser la convergence des luttes féministes, écologistes, ouvrières et démocratiques.

Autogestionnaire dans ses objectifs, le parti-mouvement le sera aussi dans son fonctionnement. Les pratiques autogestionnaires, et cela vaut pour la vie interne autant que pour la vie publique, doivent être non pas institutionnelles, ce qui est une forme de bureaucratisation, mais instituanes, c'est-à-dire trouver dans les institutions auxquelles elles donnent naissance leur prolongement et un point d'appui pour de nouvelles conquêtes et de nouveaux pouvoirs.

L'organisation interne du parti-mouvement donne à voir la sincérité de ses convictions et la réalité de son projet. Il s'agira de rompre avec la verticalité et le centralisme, et non pas avec toute forme de centralité, lieu où les pratiques se socialisent, où les propositions se confrontent, où les décisions se prennent et se confirment après débat. Priorité sera donnée aux formes de décision les plus démocratiques. Le développement des réseaux est à la fois une caractéristique majeure et extrêmement positive et l'une des conditions des mobilisations citoyennes et de l'altermondialisme

dans la dernière décennie du XXe siècle. Cependant, le principe du réseau ne peut se substituer au parti-mouvement : leurs fonctions ne sont pas identiques, elles sont complémentaires et la forme-réseau peut aussi se déployer au sein du parti-mouvement sans être sa forme d'organisation dominante. Le réseau ne peut assumer l'héritage de ce qu'il convient de conserver des fonctions antérieures de la forme-parti, et il ne peut être paré de toutes les vertus démocratiques : parfois, il est déjà lui aussi à travers l'utilisation d'un outil comme internet le lieu à travers lequel se construisent de nouvelles inégalités au sein même des organisations associatives, syndicales et politiques, tendant à favoriser les individus maîtrisant le mieux l'écrit et l'accès aux sources d'information, et disposant de plus de temps libre que d'autres. Mais la culture en gestation dans le mouvement altermondialiste pourra apporter beaucoup pour favoriser les initiatives individuelles et locales, dans la mesure notamment où elle met l'accent sur «l'ici et maintenant» des actions à entreprendre et laisse une grande initiative aux groupes et aux individus.

Bannissant tout autoritarisme et toute unanimité imposée, la centralité ainsi conçue pourrait alors assurer sans coercition la cohérence de l'organisation et sa pérennité, l'essentiel étant la participation de tous et de toutes aux initiatives communes, à l'élaboration de la stratégie, du projet et du programme, à la critique permanente. La rotation des responsabilités, et la parité dans tous les lieux d'animation collective -prenant la place des anciennes « directions d'organisations »- sont impératives. Le droit de tendance, lié au pluralisme fondateur indispensable du parti-mouvement, doit être garanti, même s'il ne suffit pas à assurer la démocratie. Priorité sera donnée aux droits et aux initiatives des adhérentes et adhérents et à leur formation critique qui doit tendre à devenir une auto-formation permanente. Parce que l'activité politique s'inscrit dans le cadre d'une citoyenneté active, et qu'elle doit devenir l'affaire de toutes et de tous, le « parti-mouvement » combattra sans concession la professionnalisation de la politique, qui est la réponse de la bourgeoisie et de ses partis à la crise de la politique et de sa représentation

Le parti-mouvement reconnaîtra sans exception et sans restriction l'autonomie des mouvements sociaux. Il ne dirigera ni les syndicats, ni les associations, ni les mouvements de masse et ne s'y substituera pas; il ne créera pas de tendances politiques dans les syndicats et les associations. Avançons l'idée sans doute paradoxale de « coopération conflictuelle » pour exprimer l'idée que les luttes du politique et du social contre leurs adversaires communs n'excluent nullement contradictions et désaccord et exigent une critique réciproque et menée au grand jour, un débat public et citoyen, dont les Forums sociaux sont déjà une expression. Dans les mobilisations citoyennes comme dans les mouvement sociaux, le parti-mouvement n'aura nulle prétention à un rôle de direction : il agira dans l'optique la plus unitaire et la plus respectueuse des structures d'auto-organisation dont se dotent mobilisations citoyennes et mouvements sociaux, en étant attentif aux nouvelles formes du « front unique politico-social » telle que celles qu'ont mis en place et expérimenté associations, syndicats et forces politiques en Gwadeloupe dans le cadre du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) en 2008, et de la mobilisation qu'il a rendue possible et déployée en 2009.

(...)